

Reporters sans frontières

<http://www.rsf.org/equateur-un-journaliste-colombien-agresse-a-22-08-2012,43256.html>

Amériques - Équateur

“Prends garde à toi”

Un journaliste colombien agressé à coups de barre de fer et menacé

22 août 2012

Le journaliste colombien **Orlando Gómez León**, directeur de la rédaction de la section internationale du journal *La Hora* et correspondant en Équateur du magazine hebdomadaire colombien *Semana*, a été agressé et menacé de mort, le 16 août 2012. Les faits se sont produits après la publication, dans *Semana*, des informations sur la liberté d'expression en Équateur et l'asile politique accordé à Julian Assange, fondateur de Wikileaks.

L'agression perpétrée contre Gómez León à Quito, a eu lieu vers 10 heures, alors qu'il avait quitté son bureau pour se rendre à une réunion en voiture. Après avoir pris la route, le journaliste a aperçu une moto qui le suivait et qui s'était placée juste à côté de son véhicule. L'un des motocyclistes l'a appelé par son nom, et le journaliste, en se rendant compte qu'il s'agissait d'un inconnu et qu'il était armé d'une barre de fer, a pris la fuite. L'agresseur a réussi à casser le rétroviseur et endommager l'arrière de la voiture.

Plus tôt dans la journée, vers 4 heures du matin, le gardien chargé de la surveillance du journal *La Hora* avait contacté Gómez León, pour le prévenir d'appels reçus d'un inconnu, provenant du Mexique et demandant des informations sur l'heure d'arrivée de Gómez León au journal. L'interlocuteur prétendait vouloir des informations sur Julian Assange. Vers 6 heures, le journaliste avait reçu un appel menaçant à son domicile : “Prends garde à toi fils de pute, arrête de parler mal du pays”.

Le journaliste assure ne pas savoir exactement d'où proviennent les menaces, mais il suppose qu'elles peuvent avoir un lien avec un article publié par *Semana*, intitulé « [L'Équateur et les obstacles de la presse](#) », même s'il n'a pas participé à sa rédaction. Dans ce texte, le magazine dénonçait les limites de la liberté d'expression en Équateur, l'influence des cartels de la drogue dans le pays, et les implications de l'asile politique accordé à Julian Assange. Le texte avait suscité une lettre de réclamation de la part de l'ambassadeur de l'Équateur en Colombie Raúl Vallejo (photo), qui a accusé *Semana* d'avoir sorti du contexte l'information qu'il avait donnée au média. **Mauricio Sáenz** chef de la rédaction de *Semana*, a déclaré à Reporters sans frontières ne pas avoir reçu cette lettre, et affirme que les réactions suscitées par son article confirment le fait qu'à chaque fois qu'une information est critique envers le gouvernement, celui-ci met tout en œuvre pour la faire disparaître.

“Si Reporters sans frontières est satisfaite de la décision prise par l'Équateur concernant l'asile politique de [Julian Assange](#), il ne faut pas perdre de vue la situation interne, très tendue, entre les autorités et une partie de la presse. Le gouvernement équatorien a voulu se présenter comme un défenseur de la liberté d'expression aux yeux de la communauté internationale, mais les attaques contre la liberté de presse et les médias de manière générale restent fréquentes dans le pays. [Perquisition de médias](#), [fermeture de radios](#), [amendes exorbitantes](#) contre certains journaux, et [accusations](#) contre les journalistes d'opposition, illustrent une réalité très difficile pour le journalisme en Équateur”, a déclaré l'organisation.